

Gouvernance et enjeux du foncier rural au Mali

9 juin 2020

Un séminaire sur le Mali, organisé en 2019, auquel participèrent des experts du [CTFD](#) et de l'[AFD](#), ainsi que des fonctionnaires et membres d'organisations paysannes et civiles du Mali, a donné lieu à la publication d'une [note de synthèse](#) en mars 2020. Celle-ci aborde trois enjeux : la Loi foncière agricole (LFA) adoptée en 2017, les terres irriguées gérées par l'Office du Niger et les conflits violents provoqués par la gouvernance du foncier agropastoral. Les débats ont mis en avant des avancées telles que la méthodologie « ascendante » d'élaboration de la LFA, mais son application reste incertaine compte tenu de la faible présence de l'État sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, la pression foncière, la micro-parcellisation et la précarité de nombreux exploitants sont autant d'obstacles à une gestion plus juste (mieux distribuée entre les différentes parties) au sein de l'Office du Niger. Enfin, les conflits autour du foncier agricole et pastoral sont davantage expliqués par des aspects économiques, politiques, territoriaux, identitaires et religieux que par le mode de gestion des terres.

Source : [CTFD](#)